

REPONSES A LA DEMANDE DE COMPLEMENTS - COURRIER PREFECTURE DE LA REGION PAYS DE LA LOIRE DU 31 MAI 2017

<i>Demandes de l'administration sur le formulaire CERFA n° 14734*03</i>	<i>Réponses de l'exploitant</i>
<p>Rubrique 3 : Le niveau d'activité maximal doit être précisé pour chaque rubrique ICPE concernée. Le cas échéant veuillez également compléter cette rubrique au regard de la nomenclature au titre de la loi sur l'eau.</p>	<p>Le niveau d'activité maximal pressenti au titre des Installation classées pour l'environnement est le suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rubrique 2710-1 – installation de collecte des déchets dangereux apportés par le producteur initial : le tonnage maximum sur site sera de 14 T. Ce tonnage maximum sera atteint lors des collectes mensuelles de déchets amiantés => tonnage > 7 t : Autorisation • Rubrique 2710-2 – installation de collecte des déchets non dangereux apportés par le producteur initial : le volume maximum présent sur site sera de 2 300 m³, dont 2000 m³ de déchets verts, il sera atteint lors des périodes de pics de production de déchets verts. Ce stockage permettra d'optimiser le transport des déchets verts. => Volume > 600 m³ : Autorisation <p>Les rubriques concernées par les activités d'exploitation du site au titre de la loi sur l'eau se trouvent sous les seuils de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration au titre de cette loi :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rejet au milieu : débit inférieur à 2 000 m³/jour, le débit sera inférieur à 3l/s, soit <260m³/jour • Des analyses de contrôles prévues par l'arrêté seront réalisées par l'exploitant afin d'assurer la qualité des rejets. •

<i>Demandes de l'administration sur le formulaire CERFA n° 14734*03</i>	<i>Réponses de l'exploitant</i>
Rubrique 4.4 : Le cas échéant, veuillez compléter cette rubrique de la procédure nécessaire au titre de la loi sur l'eau.	Les rubriques concernées par les activités d'exploitation du site au titre de la loi sur l'eau se trouvent sous les seuils de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration au titre de cette loi.
Rubrique 5 : Les prélocalisations DREAL indiquent la présence de zones humides à proximité immédiate à l'ouest du site. Le drainage des eaux souterraines que vous citez en rubrique 6 pourrait venir modifier l'alimentation de ces zones humides. Vous devez apporter des précisions sur ces aspects.	<p>L'ensemble de la commune de St Brévin a fait l'objet en 2012 d'un inventaire des zones humides préalablement à la mise au point du PLU. Cet inventaire a été réalisé par investigations de terrain. Celles-ci n'ont pas avérées la présence de zones humides aux abords de la déchèterie.</p> <p>Le système de drainage mis en œuvre viendra compléter un réseau existant mis en place à la création de la déchèterie en 2013.</p>